



Assemblée générale

Distr. générale
14 septembre 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session

Point 118 c) de l'ordre du jour provisoire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 14 septembre 2022, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès du Bureau du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies a l'honneur de se référer à la candidature du Bangladesh aux élections du Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025, dont les élections se tiendront lors de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, le 11 octobre 2022.

Conformément à la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente fait tenir ci-joint au Président le texte des engagements pris volontairement par le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh dans lesquels celle-ci réaffirme son attachement à la promotion et la protection des droits humains. (voir annexe).

La Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 c) de l'ordre du jour provisoire.

La Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Bureau du Président de l'Assemblée générale les assurances de sa très haute considération.

* [A/77/150](#)



**Annexe à la note verbale datée du 14 septembre 2022
adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission
permanente de la République populaire du Bangladesh
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature du Bangladesh au Conseil des droits de l'homme
(2023-2025)**

Engagements pris volontairement

1. Le Bangladesh a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2023-2025.
2. L'intérêt du Bangladesh à siéger au Conseil des droits de l'homme émane de son engagement à construire « une société dans laquelle l'état de droit, les droits de l'homme fondamentaux et la liberté, l'égalité et la justice, politiques, économiques et sociales, seront garantis pour tous les citoyens », comme le stipule le préambule de la Constitution. La Constitution, loi suprême de la nation, constitue la principale source et le principal moyen de protection et de promotion des droits de l'homme de plus de 164 millions de personnes dans le pays. Les droits fondamentaux envisagés dans la Constitution reflètent un grand nombre des droits de l'homme prescrits par le droit international des droits de l'homme. Elle garantit les droits civils et politiques fondamentaux de chaque citoyen, ainsi que la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.
3. Démocratie laïque, le Bangladesh est fermement attaché au principe d'une société pluraliste fondée sur un dialogue authentique et constructif, la coopération et le respect mutuel. Le Bangladesh considère que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, indissociables, interdépendants et intimement liés. La participation du Bangladesh au mécanisme des droits de l'homme est ancrée dans sa conviction que la promotion et la protection des droits de l'homme sont mieux assurées par le dialogue et la coopération. Membre responsable de la communauté internationale, le Bangladesh participe activement aux dialogues constructifs avec les institutions établies sous l'égide de l'ONU, notamment le Conseil des droits de l'homme et les autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme.
4. L'engagement constitutionnel du pays est complété par un certain nombre de mesures législatives et administratives et par des interventions politiques concrètes, notamment :
 - Un pouvoir judiciaire indépendant qui garantit le droit à la justice en rendant des décisions et des verdicts judiciaires. Le Tribunal chargé de juger les crimes internationaux, par exemple, a marqué le début d'une nouvelle ère pour la justice au Bangladesh en menant des procès contre des personnes accusées de génocide, de crimes contre l'humanité et d'autres crimes internationaux commis pendant la guerre de libération en 1971 et en mettant fin à une culture d'impunité. Afin de maintenir le fonctionnement du système judiciaire pendant la pandémie, le Bangladesh, qui est l'un des premiers pays à l'avoir fait, a créé des tribunaux virtuels. La Cour suprême, la plus haute juridiction du pays, continue d'agir en examinant les litiges d'intérêt public et en rendant des ordonnances pour garantir les droits des citoyens.
 - Des médias forts et dynamiques trouvent leur expression dans la publication d'environ 544 quotidiens, 357 hebdomadaires, 62 bimensuels et 93 mensuels. Plus de 33 chaînes de télévision privées sont en activité, permettant une discussion ouverte et franche sur les politiques et mesures gouvernementales. Afin d'aider les médias à poursuivre leur contribution en tant qu'intervenants

de première ligne au milieu de la pandémie, le Premier ministre Sheikh Hasina a alloué un montant de 1,18 million de dollars des États-Unis pour leur permettre de faire face aux répercussions de la pandémie.

- Les organisations de la société civile/ONG, dont 3 075 organisations non gouvernementales enregistrées auprès du Bureau des affaires des ONG, travaillent sans relâche à la promotion et à la protection des droits de l'homme de la population dans le cadre de diverses initiatives de sensibilisation.
- La Commission nationale indépendante des droits de l'homme contribue, par une intervention efficace si nécessaire, à faire respecter les droits fondamentaux de la population.

5. Les lois et les institutions du pays créent un environnement propice et favorisent un modèle de développement axé sur l'être humain, qui contribue à garantir la jouissance, la promotion et la protection des droits de tous les individus. Le pays a réalisé des progrès spectaculaires, notamment au cours des 13 dernières années, en matière de lutte contre la pauvreté et d'émancipation économique de sa population. Le taux de pauvreté est passé de 31,5 % en 2010 à 20,5 % en 2021. La Stratégie nationale de sécurité sociale a contribué pour beaucoup à assurer un développement inclusif et à promouvoir le principe consistant à ne laisser personne de côté. Elle a conduit divers projets inscrits dans ses programmes de filet de sécurité sociale à inclure tous les groupes vulnérables de la société, c'est-à-dire les handicapé(e)s, les veuves, les personnes âgées, les enfants et les nourrissons. Afin de renflouer l'économie pendant la pandémie, le Gouvernement a annoncé 28 mesures de relance d'une valeur de 15,5 milliards des États-Unis. Nos programmes de filet de sécurité sociale ont été étendus pour couvrir 11 millions de personnes. Malgré le repli provoqué par la COVID, le Bangladesh a maintenu un taux de croissance du PIB de 6,2 % en 2020-2021.

6. Étant l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques, le Bangladesh a adopté une stratégie et un plan d'action dynamiques en la matière, le plan Mujib de prospérité climatique 2030 et le plan Delta 2100 ; a créé le Fonds d'affectation spéciale pour les personnes vulnérables aux changements climatiques dans le pays et formule actuellement son plan national d'adaptation à leurs effets permettant de prendre en compte les questions liées aux droits des personnes qui y sont touchées par les changements climatiques.

7. En plaçant les droits humains au cœur de sa stratégie de lutte contre la pandémie, le Bangladesh a lancé une campagne de vaccination nationale gratuite et opportune, couvrant tout le monde, y compris les Rohingya du Myanmar déplacés de force. Fidèle à sa conviction que « personne n'est en sécurité tant que tout le monde ne l'est pas », le Gouvernement a assuré la sécurité et le bien-être de la population rohingya vivant dans les camps. En outre, pour désengorger les camps surpeuplés de Cox's Bazar, il a aménagé de nouvelles installations d'hébergement en y consacrant plus de 350 millions de dollars de son propre budget.

8. Considérant l'éducation comme le fondement le plus important du développement de la société humaine et le droit à l'éducation comme un instrument de vaste portée mais essentiel des droits de l'homme, le Gouvernement a mené des interventions ciblées dans le domaine de l'éducation qui ont donné des résultats louables : augmentation du taux de scolarisation, réalisation de la parité entre les sexes en scolarisant des millions de filles et augmentation du taux d'alphabétisation grâce à la formation de 327 000 enseignants, à la distribution d'environ 400 millions de manuels scolaires gratuits et à la fourniture d'appareils électroniques à 83 000 écoles du pays. Il procède actuellement à la mise en œuvre du plan-cadre relatif à l'informatique et aux communications dans l'éducation afin de faciliter

l'enseignement assisté par ordinateur des enfants, y compris l'apprentissage à distance. Au cours de la pandémie de COVID-19, le Gouvernement a lancé l'initiative « Ghore Boshe Shikhi » (apprentissage à domicile) grâce à des programmes de télévision et de radio. En outre, le système d'éducation confessionnelle a été modernisé ; et un enseignement en langue maternelle est dispensé aux enfants des minorités ethniques.

9. Afin de garantir des soins de santé primaires et des installations sanitaires d'urgence pour tous sur une base équitable, la mise en œuvre de la politique nationale de santé a permis de réduire la mortalité maternelle et infantile, d'augmenter l'espérance de vie à la naissance, d'accroître la longévité, d'améliorer la nutrition des enfants, de réduire le taux de retard de croissance des enfants de moins de cinq ans et d'assurer la vaccination universelle. Les ONG et les organisations privées jouent un rôle clé dans le soutien au Gouvernement. Les services de télémédecine, les cliniques satellites et les centres d'appel des services de santé ouverts 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 garantissent des services de santé aux populations locales. En tant qu'élément clé de la politique de santé, le Bangladesh a souligné l'importance primordiale de garantir l'accès à l'eau potable et a déjà couvert 98,5% de sa population. Il s'est engagé à l'assurer à tous.

10. La Constitution reconnaît le logement comme un besoin fondamental. Pour assurer progressivement le logement de tous, le projet « Ashrayan » (logement) du Gouvernement a fourni des maisons à plus de 500 000 familles. Plus d'un million de familles en ont reçu depuis 1996.

11. Pour renforcer l'autonomie des femmes, le Gouvernement a porté à 50 le nombre de sièges qui leur sont réservés au parlement national ; leur a réservé 30 % des sièges dans les organes publics locaux ; et a assuré une prise en compte des questions concernant le genre dans le processus budgétaire, des prêts spéciaux, des micro-financements et initiatives similaires en vue de leur inclusion financière. Vingt millions de femmes sont engagées dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Plus de 3,5 millions d'entre elles travaillent dans celui du prêt-à-porter, principale source de revenus d'exportation du pays. Le Gouvernement a prévu une allocation spéciale pour les PME dirigées par elles ; introduit des projets nécessitant des compétences spéciales dans tous les districts et annoncé des facilités d'hypothèque et de prêt sans intérêt pour les femmes chefs d'entreprise. L'objectif de développement durable n° 5 a été pleinement intégré dans ses plans, politiques et programmes nationaux.

12. Pour prévenir et réparer la violence à l'égard des femmes et des enfants, le Gouvernement a instauré un cadre juridique solide, en adoptant la loi sur la prévention de la répression des femmes et des enfants, la loi sur la violence familiale (prévention et protection) ; la loi sur la traite des êtres humains (dissuasion et répression), loi sur le contrôle de la pornographie, loi sur les enfants, loi sur la restriction du mariage des enfants et loi sur l'interdiction de la dot, et en veillant à leur pleine application. Le Gouvernement a établi un tribunal spécial dans chaque district pour juger rapidement les cas de violence contre les femmes et les enfants ; mis en place un service d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et créé des numéros d'appel gratuits comme le 109, le 999 et le 333 pour venir immédiatement en aide aux victimes. Il a également pris des mesures visant à modifier la loi sur les éléments de preuve afin de mieux défendre les droits des femmes et d'assurer leur protection.

13. État partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, le Bangladesh a promulgué une nouvelle loi sur l'enfance en 2013, abrogeant la loi précédente de 1974, afin de la mettre en conformité avec la Convention et de relever les nouveaux défis auxquels se heurtent les enfants. En outre, pour réaliser tous les droits de l'enfant, le Bangladesh a promulgué un certain nombre de lois importantes, formulé

des politiques et alloué un budget accru pour traiter des questions telles que la santé, l'éducation, le travail des enfants, leur mariage, etc. Pour contrer la menace du mariage des enfants, le Gouvernement a établi une base juridique solide, notamment la loi sur la restriction du mariage des enfants, les règles de restriction du mariage des enfants et le plan d'action national pour éliminer le mariage des enfants (2018-2030). Une nouvelle campagne visant à faire progresser le plan d'action national décennal pour mettre fin au mariage des enfants (2018-2030) a également été lancée.

14. Attaché aux valeurs d'inclusion, d'harmonie et de coexistence pacifique, le Bangladesh accorde une importance particulière au développement socioéconomique des minorités ethniques dans les Chittagong Hill Tracts ; applique une politique de « tolérance zéro » à l'égard de toute forme de violence contre les minorités religieuses, sous quelque prétexte que ce soit ; et favorise la diversité religieuse et l'harmonie interconfessionnelle, en défendant le dicton : « À chacun sa religion, les festivals sont pour tous ».

15. S'inspirant de la philosophie de la protection des droits des personnes, de la garantie de la responsabilité et de la fourniture de services axés sur les citoyens par la technologie, le Gouvernement a adopté l'initiative « Digital Bangladesh », qui a conduit à l'accroissement rapide du nombre d'internautes dans le pays, qui dépasse aujourd'hui les 100 millions. Le Bangladesh considère que le droit à l'information constitue une part inaliénable de la liberté de pensée, de conscience et de parole. Il réalise le droit à l'information en mettant en œuvre la loi sur le droit à l'information, qui a conduit à la création de la Commission de l'information. Au Bangladesh, l'accès à l'information a été considérablement amélioré grâce à de nombreux points de libre accès à Internet.

16. L'engagement du Bangladesh à remplir ses obligations en vertu du traité sur les droits des personnes handicapées se manifeste par la promulgation de la loi sur les droits et la protection des personnes en situation de handicap et leur inclusion dans les plans nationaux de développement. La réglementation sur l'éducation spéciale coordonnée liée au handicap, adoptée en 2009, a conduit à la création de 62 écoles spéciales pour les enfants présentant des déficiences intellectuelles et de 11 écoles spéciales pour les enfants autistes dans huit chefs-lieux de division du pays. Le Gouvernement a également mis en place des législations vigoureuses et des programmes dynamiques pour protéger les personnes en situation de handicap et les personnes souffrant de troubles du neurodéveloppement. Il s'agit notamment de centres de soutien et d'apprentissage à travers le pays, et d'autres services d'orientation, y compris des services électroniques tenant compte du handicap pour les personnes se trouvant dans cette situation.

17. Le Gouvernement a pris des initiatives spéciales pour garantir le droit des groupes défavorisés de la société. Les politiques récentes concernant la reconnaissance des personnes transgenres « hijra », l'attribution d'allocations à leur intention, l'introduction d'un abattement fiscal spécial pour les employeurs de travailleurs hijra et leur intégration dans la politique générale constituent des étapes importantes à cet égard. Nous avons maintenant des hijras qui travaillent dans les télémedias comme présentateurs de journal télévisé et aussi comme maires. Le Gouvernement a déjà rédigé la loi contre la discrimination, qui fait actuellement l'objet d'un examen parlementaire.

18. Conformément à l'engagement qu'il a pris de faire respecter les droits des travailleurs et de garantir la sécurité sur le lieu de travail, le Gouvernement a adopté une feuille de route assortie d'échéances et orientée vers l'action pour la réforme du secteur de l'emploi (2021-2026).

Contributions au niveau international

19. Le Bangladesh croit fermement au multilatéralisme et souligne que la promotion et la protection des droits de l'homme sont mieux assurées par une approche inclusive et coopérative à l'échelle mondiale. Il a ratifié et continue de mettre en œuvre huit (08) des neuf (09) conventions majeures relatives aux droits de l'homme et de rendre compte régulièrement aux organes de suivi des traités concernés des progrès réalisés dans l'application de ces conventions.

20. Le Bangladesh attache une grande importance au mandat du Conseil des droits de l'homme avec lequel il coopère ainsi qu'avec ses différents mécanismes, notamment l'examen périodique universel, les procédures spéciales, ainsi que les organes de traités, afin de respecter ses engagements et obligations en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. À cet égard :

- Le Bangladesh reste étroitement en contact avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) dans le cadre de débats interactifs, le cas échéant, y compris au niveau ministériel. La Haute-Commissaire y est attendue prochainement. Le Bangladesh coopère pleinement aussi avec le conseiller pour les droits humains nommé par le HCDH dans le pays.
- En reconnaissance de l'engagement constant du Gouvernement en faveur des questions relatives aux droits humains ainsi que des mécanismes de droits de l'homme de l'ONU, le troisième examen périodique universel du Bangladesh en 2018 a vu la participation de 105 États, dont 101 ont apprécié, reconnu et salué les efforts continus qu'il menait dans le cadre de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Le Bangladesh a souscrit à la plupart des recommandations formulées et les met actuellement en œuvre, avec le soutien du HCDH et d'autres acteurs concernés. Il participe activement aussi à l'examen périodique universel d'autres États et fournit des recommandations visant à promouvoir et à protéger les droits humains.
- Le Bangladesh soutient pleinement les procédures spéciales du CDH et coopère avec elles, et a accueilli favorablement la visite des rapporteurs spéciaux. Il s'attèle actuellement à celles du Rapporteur spécial sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, de la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, du Rapporteur spécial sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme et de l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme..
- Depuis 2018, le Bangladesh a facilité à maintes reprises la visite de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar. Il a également facilité celles des membres de l'ancienne Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar et des équipes d'enquête du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, entre autres, afin de recueillir des informations et de mener des activités de sensibilisation en faveur de la protection des droits humains des minorités rohingya. Actuellement, le Gouvernement favorise la visite du Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar. Le Bangladesh a continué également de collaborer avec la Cour pénale internationale et le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, notamment en facilitant leur visite dans le pays.
- Le Bangladesh a été membre du Groupe de travail sur les situations de procédure de plainte du Conseil des droits de l'homme en 2019.

21. Le Bangladesh est un ardent défenseur de l'action mondiale contre les changements climatiques. Président du Forum de la vulnérabilité climatique, le

Bangladesh a fait entendre la voix des nations vulnérables à la variabilité du climat dans les instances internationales, notamment au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Il est le principal auteur de la résolution annuelle sur les droits de l'homme et les changements climatiques au Conseil des droits de l'homme et a contribué à la création du poste de rapporteur(se) spécial(e) sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des changements climatiques. L'engagement du Bangladesh à l'égard des questions relatives aux changements climatiques se manifeste par des actions d'envergure en faveur du climat, notamment des mesures d'atténuation, malgré sa contribution minimale aux émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il a été l'un des premiers pays à soumettre ses contributions déterminées au niveau national à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

22. Le Bangladesh est le principal auteur des résolutions sur la protection de la famille ; les droits de l'homme et la prévention et la répression de l'extrémisme violent ; la protection des journalistes dans les situations de conflit armé, et la situation relative aux droits humains des musulmans rohingya et des autres minorités au Myanmar.

23. Le Bangladesh accueille actuellement un million de Rohingya déplacés de force par le Myanmar et leur fournit aide humanitaire et protection. Nous poursuivons notre collaboration avec d'autres membres de l'ONU, notamment le Conseil des droits de l'homme, en vue de promouvoir les droits du peuple rohingya, notamment son droit à un retour librement consenti et durable, en toute sécurité et dans la dignité au Myanmar. En attendant leur rapatriement, le Gouvernement leur dispense un enseignement qui repose sur le programme du Myanmar et leur offre un meilleur hébergement à Bhashan Char, à ses propres frais. Le Bangladesh continue à dialoguer de manière constructive avec les mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités pour rendre justice à ces personnes persécutées et amener les auteurs de ces actes à en répondre.

24. Le Bangladesh a joué un rôle actif lors de la négociation et de l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, notamment en faisant des droits humains des migrants un élément central du Pacte. État partie à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Bangladesh promeut activement les droits de ces personnes tout au long du cycle migratoire. Il a siégé à deux reprises au Comité pour les travailleurs migrants.

25. Le Bangladesh est le premier pays fournisseur de contingents et de personnel de police aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et défend la protection des civils et le programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Il verse des contributions volontaires au Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU. Il est également le porte-drapeau de la résolution normative sur une « culture de paix » à l'ONU. En 1999, le Bangladesh a pris l'initiative d'introduire le point normatif de l'ordre du jour « Culture de paix » à l'Assemblée générale, suivi de la résolution phare intitulée « Déclaration et programme d'action en faveur d'une culture de paix ». Depuis lors, il a facilité l'adoption de cette résolution chaque année à l'Assemblée générale.

26. Conformément à sa politique de « tolérance zéro » face à toute forme d'exploitation et d'atteintes sexuelles, le Bangladesh a répondu favorablement à l'appel du Secrétaire général de l'ONU visant à éliminer ces violences.

27. Le Bangladesh applique une politique de tolérance zéro en matière de terrorisme et d'extrémisme violent. Il s'est associé au Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience pour mobiliser des organisations implantées au niveau

local et demeure un partenaire fiable de l'ONU dans la lutte contre le terrorisme et dans la prévention de l'extrémisme violent, à l'échelle mondiale, régionale et nationale, en s'attaquant aux causes profondes de ces problèmes afin de consolider les droits humains.

28. Le Bangladesh est fermement convaincu que seule l'élimination complète des armes nucléaires peut garantir la paix et la sécurité internationales. À cette fin, nous faisons partie des 50 premiers pays à avoir ratifié le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Engagements pris volontairement

29. En annonçant sa candidature au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Bangladesh prend les engagements suivants :

30. Au niveau national, le Bangladesh s'emploiera à :

a) Prendre des initiatives pour promulguer/amender les lois nationales, élaborer des politiques et des stratégies visant à la réalisation des droits et principes fondamentaux consacrés par la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est partie. Dans le même temps, envisager d'adhérer aux autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, sur la base d'un consensus obtenu par des processus de consultation nationaux, selon qu'il conviendra.

b) Continuer de coopérer et de dialoguer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Conseil des droits de l'homme et d'autres mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme en vue d'améliorer encore la situation des droits humains au Bangladesh ;

c) Renforcer l'autonomie et l'efficacité opérationnelle des organes statutaires et de surveillance, tels que la Commission nationale des droits de l'homme, la Commission électorale nationale, la Commission de lutte contre la corruption, la Commission du service public et la Commission de l'information, conformément à leurs mandats, en leur fournissant des ressources humaines et financières adéquates ;

d) Élaborer un plan d'action national en faveur des droits de l'homme, sur la base d'un consensus obtenu par des processus de consultation nationale, le cas échéant, afin de définir une orientation stratégique pour la promotion et la protection des droits de l'homme et de déterminer les principales priorités conformément à ses obligations nationales et internationales ;

e) Assurer un contrôle parlementaire efficace, notamment par l'intermédiaire des commissions parlementaires permanentes, renforcer la transparence et la responsabilité des comptes publics et poursuivre les efforts visant à mettre fin à la corruption dans les secteurs public et privé ;

f) Poursuivre son programme de développement en faveur de la population, en accordant une attention particulière aux femmes, aux enfants, aux personnes en situation de handicap et aux autres catégories vulnérables de la population, notamment par l'application soutenue et l'innovation de concepts locaux ;

g) Continuer à renforcer les consultations multipartites impliquant des représentants de la société civile, des ONG, des universités et d'autres partenaires dans le processus d'élaboration des politiques ;

h) Promulgation de la loi contre la discrimination.

i) Modification de la loi sur l'établissement des preuves.

j) Continuer à promouvoir et à protéger les droits des minorités religieuses et ethniques et œuvrer au maintien de l'harmonie communautaire traditionnelle en défendant les valeurs laïques, pluralistes et inclusives de l'État et de la société ;

k) Renforcer les efforts visant à promouvoir et à protéger les droits des travailleurs et à instaurer progressivement des conditions de travail décentes par la mise en œuvre de la feuille de route orientée vers l'action concernant le secteur de l'emploi 2021-2026 ;

l) Continuer à prendre des mesures sociales et de développement adéquates pour promouvoir l'éducation et le bien-être des femmes et des filles en vue de mettre fin au mariage des enfants ;

m) Mettre en place un dispositif de lutte contre le viol et de protection de l'enfance pour assurer un soutien d'urgence à la victime ;

n) Prendre des initiatives/mesures visant à porter la participation des femmes au marché du travail à 50% d'ici à 2041, conformément à l'engagement pris lors du vingt-cinquième anniversaire de la conférence de Beijing ;

o) Prendre des initiatives/mesures pour assurer l'égalité des sexes dans le secteur de l'informatique et des communications d'ici à 2041, conformément à l'engagement pris lors du Forum Génération Égalité à Paris ;

p) Continuer à travailler d'arrache-pied pour atteindre la sécurité alimentaire à long terme, conformément à la politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2020 et à son plan d'action (2021-2031) ;

q) Mettre en œuvre le « Plan Mujib de prospérité climatique – 2030 » en mettant l'accent sur la croissance verte, les infrastructures résilientes et les énergies renouvelables ;

r) Garantir un espace libre pour que les médias puissent fonctionner et prospérer et maintenir une relation professionnelle saine avec la presse ;

s) Poursuivre la sensibilisation par le biais de campagnes médiatiques, de séminaires et d'ateliers, ainsi que l'introduction de l'éducation aux droits de l'homme dans les établissements d'enseignement et de formation, en particulier pour les juges, les procureurs, les avocats, les agents de la force publique, les journalistes, les fonctionnaires, les parlementaires et les médias ;

t) Promouvoir le rôle des femmes, des jeunes, des enseignants, des dirigeants locaux et des autres acteurs de la société dans la prévention de l'extrémisme violent et de l'intolérance afin de garantir la jouissance des libertés fondamentales garanties par la Constitution.

31. Au niveau mondial, le Bangladesh s'attachera à :

a) Soutenir pleinement le Conseil des droits de l'homme dans ses travaux et à continuer de contribuer à renforcer l'efficacité et l'efficience des méthodes de travail dudit Conseil et de ses différents mécanismes ;

b) Renforcer la coopération avec les organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme, les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales et les autres mécanismes du Conseil des droits de l'homme par une communication régulière ;

c) Collaborer de manière constructive avec toutes les parties, sur la base du dialogue et de la coopération, pour résoudre les problèmes qui font obstacle à la pleine réalisation de tous les droits humains et pour prévenir les violations de ces droits dans le monde entier ;

d) Continuer à soumettre tous les rapports périodiques aux organes conventionnels, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu des traités, et dialoguer de manière constructive lors des examens ;

e) Continuer d'apporter son soutien aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui facilitent la promotion des droits de l'homme ;

f) Continuer d'œuvrer au sein du Conseil au renforcement du mécanisme de l'examen périodique universel ;

g) Promouvoir la réalisation du droit au développement, en tant que droit inaliénable pour tous, et soutenir les efforts en cours pour développer davantage le concept et en assurer la concrétisation, sur la base d'applications pratiques ;

h) Poursuivre l'examen de la question des droits humains et des changements climatiques aux niveaux national et international, notamment au sein du Conseil des droits de l'homme, afin d'en renforcer davantage l'interaction ;

i) Continuer à promouvoir et à défendre les droits humains des travailleurs migrants tout au long du cycle migratoire ;

j) Continuer de s'engager à promouvoir et à protéger les droits des personnes âgées, notamment en participant au processus multilatéral d'adoption d'un instrument juridiquement contraignant à cet égard ;

k) Continuer de promouvoir une culture de paix, prendre des mesures collectives contre le racisme, la xénophobie et l'islamophobie et protéger la population contre de tels crimes ;

l) Continuer d'œuvrer avec la communauté internationale pour sensibiliser au génocide et aux crimes contre l'humanité, promouvoir des actions collectives visant à prévenir le génocide et les crimes similaires en tout lieu et à tout moment, et soutenir les initiatives visant à garantir la justice pour les victimes de génocide ;

m) Continuer à travailler avec la Rapporteuse spéciale et les mécanismes internationaux d'établissement des responsabilités pour promouvoir et protéger les droits humains des Rohingya, peuple le plus persécuté au monde ;

n) Continuer à favoriser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et le programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité tant au niveau mondial que national.

32. Le Bangladesh est convaincu que, grâce à son engagement profond et de longue date, à son implication étroite et à sa riche expérience, il contribuera considérablement aux activités du Conseil. Le Bangladesh espère pouvoir continuer de compter sur le soutien et la confiance de la communauté internationale dans la démarche qu'il entreprend pour contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme partout dans le monde, notamment en participant aux travaux du Conseil des droits de l'homme.
